

LA PRODUCTION DE DÉFENSE

LE CHOIX DE CHANTIERS MARITIMES POUR
LA CONSTRUCTION DE NOUVEAUX
CONTRE-TORPILLEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. M. Forrestall (Halifax): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Aurait-il l'obligeance de dire à la Chambre s'il est ou non confirmé que le chantier maritime Davie a été choisi de préférence à ses concurrents en ce qui concerne deux des quatre nouveaux destroyers-escorteurs?

L'hon. C. M. Drury (ministre de l'Industrie): On n'a pris aucune décision finale à cet égard, monsieur l'Orateur.

L'IMMIGRATION

LES DÉSERTEURS DE L'ARMÉE AMÉRICAINE
AU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ralph Cowan (York-Humber): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Peut-il nous dire à peu près combien de citoyens américains visiteront le Canada pour se soustraire à la conscription actuelle?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question demande des renseignements de nature statistique, elle ne peut donc pas être posée maintenant.

M. Cowan: Dans ce cas, puis-je la poser à dix heures, monsieur l'Orateur?

[Français]

LE NATIONAL-CANADIEN

SUPPRESSION D'ARRÊTS À CERTAINS EN-
DROITS DANS LE QUÉBEC. REVISION
DE LA DÉCISION À CET EFFET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Je voudrais me joindre à mon ami conservateur d'York-Humber (M. Cowan) pour discuter la question suivante à dix heures, monsieur l'Orateur.

Je pose ma question à l'honorable ministre des Transports. Je voudrais lui demander s'il a l'intention de suggérer une revision de la décision qui a été prise par le National-Canadien de ne plus arrêter ses trains à Manseau, Ville Leroy, Laurier Station, des localités importantes du comté de Lotbinière?

[Traduction]

QUESTION DE PRIVILÈGE

L'HON. M. MACLEAN—LE 23^e ANNIVERSAIRE
DU JOUR J

L'hon. J. A. MacLean (Queens): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège et, en l'absence de l'honorable député de Colchester-Hants (M. Kennedy), qui, je crois, assiste aux offices commémoratifs en Normandie, puis-je prendre l'occasion de signaler à la Chambre, malgré la crise très grave qui sévit à l'heure actuelle, que c'est aujourd'hui le 23^e anniversaire du débarquement qui a marqué le début de la libération de l'Europe et de la restauration, au prix d'énormes sacrifices, de la liberté que nous semblons quelquefois prendre pour chose établie. (*Applaudissements*)

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER ANNUEL DU MINISTRE
DES FINANCES

La Chambre reprend la suite du débat, interrompu le jeudi 1^{er} juin, sur la motion de l'honorable Mitchell Sharp (ministre des Finances) proposant que monsieur l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

L'hon. J. W. Monteith (Perth): Monsieur l'Orateur, en terminant mes remarques lundi soir dernier, j'ai dit que je remettrais tout commentaire additionnel sur l'exposé budgétaire jusqu'à ce que je puisse examiner de plus près les observations du ministre et leur portée. Mon premier mouvement fut de dire tout simplement que vu que l'exposé budgétaire ne contenant rien, il n'y aurait vraisemblablement pas beaucoup à dire. J'avais cru que c'était un budget immobiliste. Un examen plus poussé me porte à conclure que le ministre a manqué gravement à ses devoirs envers l'ensemble des Canadiens. Il me fait penser à quelqu'un qui se lave les mains de toute cette malheureuse affaire. Son attitude et ses remarques de l'autre soir sont celles d'un vérificateur des comptes, non d'un ministre des Finances. Il semblait annoncer tout bonnement au Parlement que ce n'était vraiment pas sa faute si les dépenses avaient augmenté de 20 p. 100 au cours de la dernière période financière. Il ne faut pas non plus, a-t-il donné à entendre, le tenir responsable du coût de la vie le plus élevé de notre histoire et qui, de son propre aveu, n'a pas fini d'augmenter. Les dépenses du cabinet semblent échapper à son contrôle. Il semble s'incliner devant l'inévitable et se plier de bonne grâce aux exigences de ses collègues qui font monter constamment les dépenses gouvernementales. J'ai dit